

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 15 au 19 juillet 2024

Fait marquant

Le Roi présente le programme législatif du gouvernement

A l'image de la ligne et du programme du parti travailliste durant toute la campagne électorale, le discours du Trône, prononcé par le Roi en ouverture de la nouvelle session parlementaire le 17 juillet dernier, a rappelé en ouverture l'objectif de stabilité, principal point d'ancrage des politiques économiques du nouveau gouvernement Labour, et l'engagement de respecter les règles budgétaires héritées du précédent gouvernement.

Afin de stimuler la croissance, objectif premier du gouvernement, une quinzaine de réformes structurelles figurent dans le programme législatif, en ligne avec ce qui était prévu par leur manifeste :

- Création d'un *Industrial Strategy Council* associant le secteur privé aux décisions industrielles et d'un *National Wealth Fund* pour financer des investissements dans la décarbonation de l'économie et de l'énergie qui fera l'objet d'un acte législatif pérennisant l'alignement entre la *UK infrastructure Bank* (financement des infrastructures) et la *British Business Bank* (financement des PME/ETI) pour catalyser les investissements privés qui viendront abonder les 7,3 Md£ de crédits publics prévus pour le fonds.
- Réforme du droit de la construction, des règles d'urbanisme et d'aménagement du territoire (*Planning and Infrastructure Bill*), en supprimant en particulier l'obligation de consentement des communautés locales pour les grands projets d'infrastructures stratégiques ;
- « *New Deal for working people* » visant à supprimer certains contrats de travail considérés comme trop peu protecteurs des salariés ;
- Objectif de redevenir une « *leading industrial nation* », en cherchant une position de premier plan dans les industries de la transition. Plusieurs textes importants en matière de transition énergétique sont ainsi annoncés : création de *Great British Energy*

(compagnie publique qui sera localisée en Ecosse et sera en charge de soutenir les investissements dans les énergies renouvelables), soutien à la production de SAF via un mécanisme de revenu garanti pour les producteurs (*Sustainable Aviation Fuel Bill*), renforcement du pouvoir des régulateurs du secteur de l'eau dans un contexte de bilan désastreux en termes de gestion, de dégâts environnementaux et de coûts de plusieurs compagnies (*Water Special Measures Bill*).

- Plusieurs textes dans le secteur des transports : extension des possibilités pour les communes de gérer directement (« franchises ») leur réseau de bus (*Better Bus Bill*), à l'image de *Transport for London* à Londres ; création de *Great British Railways* et nationalisation de huit opérateurs de transport ferroviaires à l'expiration des contrats de concession en cours (*Passenger Railway Services Bill*). Le gouvernement précise par ailleurs ne pas revenir sur la décision de ses prédécesseurs d'interrompre le projet de ligne à grande vitesse entre Birmingham et Manchester (HS2) mais prévoit un texte destiné à programmer des investissements ferroviaires en faveur du nord de l'Angleterre (*High Speed Rail Crewe to Manchester Bill*).

- Les fonds de pensions font l'objet de plusieurs réformes qui visent à favoriser l'investissement des fonds dans l'économie nationale et à sécuriser l'épargne, par l'identification des fonds les plus performants et, pour les fonds « à prestations définies », par la création des « super fonds » moins susceptibles de faire faillite.

Energie-climat

Le *Climate Change Committee* appelle le nouveau gouvernement à en faire beaucoup plus pour le climat

Dans son rapport annuel de progrès, le *Climate Change Committee* relève que les émissions de gaz à effet de serre ont fortement baissé en 2023, tandis que plusieurs décisions politiques auront un impact positif sur la trajectoire du Royaume-Uni (confirmation des objectifs contraignants de vente de véhicules zéro-émission, sortie du Traité sur la Charte de l'Energie, hausse des aides à la décarbonation du chauffage résidentiel).

Pour autant, la trajectoire actuelle est encore insuffisante : seulement un tiers des réductions d'émissions de gaz à effet de serre nécessaires pour atteindre l'objectif climatique du R-U en 2030 (-68% par rapport à 1990) sont couvertes par des mesures crédibles.

Le CCC appelle le nouveau gouvernement travailliste à relancer l'action climatique et à accélérer fortement le déploiement de technologies bas-carbone. Il formule 10 recommandations prioritaires, dont la baisse des coûts de l'électricité, la réforme du code de l'urbanisme, la création d'un programme de décarbonation des bâtiments publics, l'accélération de l'électrification de la chaleur industrielle, la hausse des plantations d'arbres et des efforts de restauration de la nature.

Londres n'est pas suffisamment préparée à faire face aux risques climatiques

Missionnée par le maire de Londres Sadiq Khan, la taskforce conduisant la revue de la résilience de la ville de Londres face aux risques climatiques (*London Climate Resilience Review*) a publié son rapport. Ce dernier souligne l'impréparation de la ville aux conséquences du changement climatique et à ses impacts sur les citoyens et les entreprises, alors que les événements climatiques extrêmes auront des effets importants sur l'organisation des systèmes de santé, de transport, d'énergie et d'eau. Le rapport formule plusieurs recommandations « urgentes » à l'attention du maire et du gouvernement, à commencer par l'élaboration d'un plan stratégique pour faire face à des vagues de chaleur. D'autres recommandations concernent la préparation face au risque d'inondation et d'incendies, une meilleure identification des « cascades de risques » générés par les événements climatiques extrêmes, le positionnement de la place financière de Londres comme pionnière en matière de financement des actions de résilience climatique...

Ed Miliband annonce la création d'une taskforce sur l'éolien terrestre et la publication d'une nouvelle feuille de route pour le solaire

Dans son premier discours devant le Parlement, le ministre chargé de l'énergie, Ed Miliband, a annoncé la création d'une nouvelle [taskforce](#) pour accélérer le déploiement de l'éolien terrestre, ainsi que la publication rapide de la feuille de route permettant d'atteindre l'objectif de quintupler la capacité installée de panneaux solaires d'ici 2030. Cette dernière devrait proposer des modifications du code de l'urbanisme pour faciliter l'installation de panneaux solaires en toiture. Le ministre avait déjà donné son feu vert à 3 projets de fermes solaires, représentant une capacité totale de 1,3 GW.

Environnement

L'Ofwat élargit son enquête sur les déversements illégaux d'eaux usées des compagnies d'eau

Le régulateur britannique de la distribution et du traitement des eaux (Ofwat) a décidé d'élargir son [enquête sur les déversements illégaux d'eaux usées](#) des compagnies d'eau à quatre nouvelles compagnies d'eau : Severn Trent, United Utilities, Dŵr Cymru Welsh Water et Hafren Dyfrdwy. Les onze compagnies d'eau anglaises et galloises sont désormais concernées par cette enquête ouverte en 2021, la plus large et la plus complexe jamais menée par l'Ofwat.

Industrie

Les chantiers navals du Titanic, Harland and Wolff, dans une situation financière difficile

Les chantiers navals Harland et Wolff principalement localisé à Belfast, anciens constructeurs du Titanic, sont en discussion pour obtenir un prêt d'urgence de 20 M£ face à une situation financière difficile qui n'a pas permis de publier des comptes certifiés. Le CEO du groupe, John Wood, a annoncé sa démission le 19 juillet, démission exigée par le principal créancier des chantiers, l'américain Riverstone, qui a déjà octroyé un prêt de 115 M£ à échéance de remboursement en fin d'année. Harland and Wolff a également demandé une garantie du gouvernement afin de bénéficier de prêts plus avantageux, qui a jusqu'à présent refusé de la lui octroyer. Diverses options sur l'avenir de la société sont actuellement à l'étude, notamment afin de prendre en compte les risques pour l'emploi des 1500 salariés du groupe répartis à Belfast, Appledore dans le Devon et Methil et Arnish en Ecosse. L'entreprise a néanmoins récemment réussi à sécuriser l'obtention d'une partie d'un contrat de 1,6 Md£ pour la construction de nouveaux navires pour la Royal Navy, avec l'espagnol Navantia.

Transports

TotalEnergies accroît ses investissements dans les bornes de recharges au Royaume-Uni

TotalEnergies a annoncé la création d'une coentreprise dénommée Source avec l'énergéticien britannique SSE, dotée d'un budget de 300 M€, et dont l'objectif sera d'installer 3000 points de recharge rapides répartis sur 300 sites au R-U et en Irlande d'ici 5 ans. Les bornes seront installées sur les autoroutes ou en grande banlieue et fonctionneront avec de l'électricité verte. A terme, la nouvelle société espère capter 20 % du marché de la recharge rapide au R-U. TotalEnergies exploite déjà 2 600 bornes de recharge lente à Londres (via sa marque Source London) et dans sa banlieue. Elle a par ailleurs un autre partenariat avec SSE pour l'exploitation du plus grand parc éolien off-shore d'Écosse, Seagreen, qui alimente deux foyers sur trois en Ecosse. Le Royaume-Uni a fixé l'interdiction de la vente des véhicules thermiques neufs à 2035, mais le nouveau gouvernement travailliste au pouvoir depuis le 5 juillet avait indiqué pendant la campagne qu'il envisageait d'avancer cette date à 2030.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr